

21 décembre 2011

Derrière la crise de la zone euro se cache la bombe chinoise

Pendant que la zone euro s'enfoncé, les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) s'essouffent :

« L'économie du Brésil allait allègrement de l'avant avec un taux de 7.5 pour cent de croissance en 2010. Mais maintenant la plupart des économistes prédisent une croissance du produit intérieur brut de 3 à 3.5 pour cent cette année — et dans ses plus récentes prévisions, Fitch Ratings a déclaré que l'économie brésilienne devrait croître que de 2,8 pour cent. » ([Brazil's economy slows](#), The Miami Herald, 16/12/11, ma traduction)

« Les attentes pour le taux de croissance économique de l'Inde se sont inexorablement abaissées. Au début du printemps on parlait encore d'un enivrant taux d'environ 9-10% [...]. Maintenant les choses sont très différentes. Le dernier chiffre de croissance du PIB a glissé à 6,9% et les données de la production industrielle qui viennent de sortir, le 12 décembre, ont montré une baisse de 5,1% par rapport à la période précédente, un état misérable des affaires. » ([Slip-sliding away](#), The Economist, 12/12/11, ma traduction)

« En conséquence à la fois la Russie et le système de patronage du régime restent fortement dépendants du pétrole et du gaz. La corruption et l'inefficacité signifient que le budget ne sera pas équilibré sauf si les prix du pétrole restent autour de 110 dollars le baril, ce qui, compte tenu des perspectives sombres de l'économie mondiale, ne sera pas atteint. Capital et talent fuient une économie qui offre peu d'opportunités. Les taux de croissance [de moins de 5% actuellement, NDLR] sont susceptibles de descendre. Sans amélioration des niveaux de vie, le ressentiment contre le gouvernement est susceptible de s'aggraver. » ([The cracks appear](#), The Economist, 10/12/11, ma traduction)

Mais c'est la Chine qui inquiète le plus. Dans son commentaire du 18 décembre 2011 du New York Times, Paul Krugman d'expliquer qu'est en train d'éclater en Chine une gigantesque bulle immobilière financé par le « système bancaire fantôme » (shadow banking) laquelle bulle est devenue le moteur de l'économie chinoise bien avant le surplus d'exportation et encore plus la consommation finale interne (voir le texte en annexe). L'émission d'affaires publiques australienne Dateline du réseau SBS a fait un reportage sur cette bulle immobilière qu'il faut absolument voir pour le croire ([China's Ghost Cities](#), 20/03/11). Par exemple,

« Daya Bay est une ville taillée à même les terres agricoles et conçu pour 12 millions de personnes [...mais] selon même les médias contrôlés par l'Etat chinois, 70% de ces nouveaux logements restent inoccupés. La Chine connaît une bulle immobilière [... en comparaison de laquelle] celle des Etats-Unis va faire pâle figure. Il est dit que il y a 64 millions d'appartements vides en Chine. » (ma traduction)

L'analyste de Dateline attribue cette dérive à « l'économie de commandement » chinoise. Cela me paraît un côté seulement de la médaille. Il est vrai que le régime à parti unique, malgré une privatisation tout azimut depuis la fin de l'ère Mao contrôle toujours un secteur financier demeuré essentiellement sous contrôle étatique lequel secteur finance en priorité les secteurs énergétique, des communications et de l'industrie lourde restés aussi essentiellement sous contrôle étatique. En pourcentage du PIB, après avoir baissé et même parfois dégringolé, les secteurs étatiques se sont même quelque peu renforcés avec la crise de 2008-2009 (Austin Ramzay, [Why China's State-owned Companies Are Making a Comeback](#), Time Magazine, 29/04/09).

« Sur les 42 entreprises de la Chine continentale faisant partie de la liste Fortune 500 des plus grandes entreprises mondiales en 2010, tous sauf trois étaient détenus par le gouvernement. » (Special report on China, [The Long Arm of the State](#), The Economist, 23/06/11).

Sauf que ces transnationales étatiques, grandes banques comprises, sont dorénavant cotées à la bourse. « Les compagnies sous contrôle étatique comptent pour 80% de la capitalisation des bourses chinoises... » ([The Company that Ruled the Waves](#), The Economist, 17/12/11).

L'intégration de l'économie chinoise dans la globalisation néolibérale s'est faite aux forceps à la fin des années 1990 par la privatisation des secteurs non stratégiques et par la restructuration du secteur étatique à la norme de la gouvernance capitaliste à coups de mises à pied massives et de fusions, le tout se concluant par l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce en 2001. Il y a là, me semble-t-il, une économie de commandement qui opère dans le cadre de la loi de la valeur.

On doit en attendre à un déploiement passablement déformé de cette loi. En résulte une accumulation du capital qui en prend large avec la loi de la concurrence mais qui, à la limite, ne pourra pas s'y soustraire. La crise de surproduction qui s'annonce sera d'autant plus gigantesque, à la mesure du plan de relance qui a sorti la Chine très rapidement de la crise 2008-2009. Cette contradiction économie de commandement versus loi de la valeur en Chine n'est pas sans rapport avec des tendances similaires dans les *vieux* pays impérialistes — complexe militaro-industriel aux EU, complexe nucléaire en France, complexe construction-hydro au Québec — mais elle est sans commune mesure avec eux. (Quant aux pays rentiers — Canada, Australie, Russie, Iran, Venezuela... — ils sont à la remorque de cette production énergivore et ressourcière.)

On doit quand même noter que la semi autonomisation de finance néolibérale a quelque peu eu les mêmes effets vis-à-vis *l'économie réelle* comme l'a démontré l'ampleur de la crise de surproduction de l'immobilier résidentiel étasunien, déclencheur de la dernière crise, au point tel que les analystes pro ou réformateurs du capitalisme ont confondu crise financière et crise de surproduction. Cette *erreur* d'analyse permet de prescrire essentiellement une réforme, légère ou sévère, du système financier comme remède de la crise même si les néo-keynésiens à la Paul Krugman sont aussi conscients qu'il faut y adjoindre une sérieuse reflation budgétaire... à la chinoise.

En ressortirait, au mieux, le capitalisme vert, promu à Durban, carburant plus que jamais à l'endettement pour financer de pharaoniques aventures technologiques fort risquées à tous les points de vue. Ce capitalisme vert justifierait par des raisons écologiques et guerrières, dont un procès des charbonnages chinois et indien en croissance rapide et la nécessité du contrôle mondial du pétrole, une dure austérité pour le peuple, cum consommation consolatrice de pacotille, en voie de réalisation dans les vieux pays impérialistes. Si démocratie il y a, elle sera musclée.

Il faut être aveugle pour ne pas voir l'alternative, soit l'expropriation du système financier pour en faire un système public démocratisé canalisant les épargnes en investissements écologiques, y compris ceux sociaux. On ne le réalise habituellement pas mais les services sociaux (éducation, santé, garderies, etc.) sont intrinsèquement écologiques par le peu d'énergie nécessaire à leur production, en comparaison de la production de biens tangibles, par le temps requis pour les *consommer* (ex. lire un livre, assister à un cours, faire un exercice physique) ou encore mieux y participer, et finalement comme matrice, potentiellement, de sociabilité et de solidarité.

Marc Bonhomme, 21 décembre 2011

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

Annexe

La Chine va-t-elle éclater ?

par Paul Krugman

Considérez le tableau suivant. La croissance récente s'est appuyée sur un énorme boom de la construction alimentée par la flambée des prix de l'immobilier. Elle présente tous les signes classiques d'une bulle. Il y avait une croissance rapide du crédit. Une grande partie de cette croissance était financée non pas de la banque traditionnelle mais plutôt par le « *shadow banking* » non réglementé, ni soumis à la surveillance du gouvernement, ni soutenu par des garanties du gouvernement. Maintenant, la bulle est en train d'éclater — et il y a des raisons sérieuses de craindre une crise financière et économique.

Suis-je à décrire le Japon à la fin des années 1980 ? Ou suis-je à décrire les EU en 2007 ? Ce pourrait être le cas. Je suis plutôt à parler de la Chine qui est en train de devenir un autre endroit dangereux dans une économie mondiale qui n'a vraiment, vraiment pas besoin de cela maintenant.

J'ai été réticent à soupeser la situation chinoise, en partie parce qu'il est si difficile de savoir ce qui

s'y passe réellement. Toutes les statistiques économiques sont au mieux perçues comme une forme particulièrement ennuyeuse de science-fiction, mais les données chinoises sont encore plus fictives. Je me fieraient bien à de véritables experts de la Chine pour obtenir des conseils, mais il n'y a pas deux experts qui semblent raconter la même histoire.

Pourtant, même les données officielles sont troublantes — et les dernières nouvelles sont suffisamment spectaculaires pour sonner l'alarme.

La chose la plus frappante de l'économie chinoise au cours de la dernière décennie a été la consommation des ménages qui, bien qu'en progression, retarde sur la croissance globale. En ce moment, les dépenses de consommation ne sont que d'environ 35 pour cent du PIB, soit environ la moitié du niveau observé aux États-Unis.

Alors, qui achète les biens et services que la Chine produit ? Une partie de la réponse, c'est nous. Avec la baisse de la part de la consommation intérieure, la Chine a de plus en plus compté sur les excédents commerciaux pour maintenir à flot son secteur manufacturier. Mais la grande histoire du point de vue chinois sont les dépenses d'investissement, qui ont grimpé à près de la moitié du PIB.

La question évidente est, étant donné la demande des consommateurs relativement faible, qu'est-ce qui a motivé tout cet investissement ? Et la réponse, pour une bonne partie, est qu'il s'explique par une bulle immobilière qui n'arrête pas de s'enfler. L'investissement immobilier a presque doublé en proportion du PIB depuis 2000, représentant plus de la moitié de la hausse globale de l'investissement. Et sûrement une bonne partie du reste de l'augmentation était le fait d'entreprises en expansion qui vendaient à l'industrie de la construction en plein essor.

Est-ce que l'on peut dire que l'expansion immobilière était une bulle ? Elle en présentait tous les signes : pas seulement les prix qui augmentent mais aussi le genre de fièvre spéculative trop familière de nos propres expériences d'il y a quelques années — pensez à la côte de la Floride.

Et il y avait un autre parallèle avec l'expérience des États-Unis : la plus grande partie du crédit en expansion provenait non pas des banques mais du système bancaire fantôme sans surveillance et sans protection. Il y avait d'énormes différences dans le détail : le système bancaire fantôme style américain tend à impliquer de prestigieuses firmes de Wall Street et des instruments financiers complexes tandis que la version chinoise a tendance à impliquer des banques souterraines et même des prêteurs sur gages. Pourtant, les conséquences sont similaires : en Chine comme en Amérique, il y a quelques années, le système financier peut être beaucoup plus vulnérable que ce que révèle les données sur les opérations bancaires conventionnelles.

Maintenant, la bulle est de toute évidence en train d'éclater. Quels seront les dégâts qui seront infligés à l'économie chinoise — et au monde ?

Certains commentateurs disent ne pas s'inquiéter, que la Chine a des dirigeants forts et intelligents qui vont faire le nécessaire pour contrer un ralentissement. Implicite mais pas souvent affirmé, il y a l'idée que la Chine peut faire ce qu'il faut parce qu'il n'y a pas à prendre en compte des subtilités démocratiques.

Pour moi, cependant, cela sonne comme du déjà vu et entendu. Après tout, je me souviens très bien avoir eu des assurances similaires au sujet du Japon dans les années 1980, où les brillants bureaucrates au sein du ministère des Finances avaient supposément tout sous contrôle. Et plus tard, il y avait l'assurance que l'Amérique ne répéterait au grand jamais les erreurs qui ont conduit à la décennie perdue du Japon — alors qu'en réalité nous les répétons en pire.

Pour ce que ça vaut, les déclarations sur la politique économique des responsables chinois ne me frappent pas comme étant particulièrement lucides. En particulier, la façon dont la Chine s'en prend aux étrangers — entre autres choses en imposant un tarif punitif sur les importations de voitures de fabrication américaine lequel ne fera rien pour aider son économie mais empoisonnera les relations commerciales — ne sonne pas comme un gouvernement mûr qui sait ce qu'il fait.

Et les preuves anecdotiques suggèrent que, bien que le gouvernement chinois ne peut pas être contraint par la règle de droit, il est contraint par l'omniprésente corruption, ce qui signifie que ce qui se passe réellement au niveau local peut ne guère ressembler à ce qui est ordonné à Beijing.

J'espère que je suis inutilement alarmiste. Mais il est impossible de ne pas être inquiet : l'histoire de la Chine sonne juste trop comme les craquements que nous avons déjà vu ailleurs. Et une économie mondiale qui souffre déjà de la pagaille en Europe n'a vraiment, vraiment pas besoin d'un nouvel épice de la crise.

(Paul Krugman, [Will China Break?](#), New York Times, 18/12/11, ma traduction)